

la période et l'intervention ouvrière

Ce texte est le produit de l'élaboration de plusieurs camarades parisiens. Nous appelons les camarades à débattre de son contenu. Nous appelons les camarades qui sont d'accord avec l'analyse qu'il développe et les perspectives qu'il trace, à tenir des réunions de tendance pour en discuter.

I- La période actuelle, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier traditionnel.

Mai-Juin 68 a ouvert, nous le savons, une crise grave, ouverte et prolongée dans l'ensemble de la société française. Cette crise se traduit, nous le savons aussi, en agitation incessante. Cette agitation sociale, quelle que soit son ampleur, ne peut pas aujourd'hui déboucher sur une crise révolutionnaire. Les révoltes des diverses couches de la population s'additionnent, mais ne confluent pas, en dehors d'un projet politique cohérent, qui ne peut être fourni que par le prolétariat révolutionnaire, organisé par son Parti. Ces révoltes n'ont d'ailleurs pas de sens politique en soi ; ceci est tout particulièrement le cas pour la révolte des couches petites-bourgeoises. Subordonner ces révoltes à la lutte pour le socialisme n'est concrètement possible que si l'on parvient à arracher la classe ouvrière, au moins partiellement, à l'emprise du stalinisme.

2/3 Les principaux problèmes de la période actuelle convergent donc vers celui de la rupture idéologique, politique et organisationnelle d'une fraction large du prolétariat avec le stalinisme, toutes choses étroitement liées à la construction du Parti, cette construction étant seule capable d'édifier, de garantir et consolider une telle affirmation du prolétariat en tant que classe consciente de ses objectifs historiques. (A)

1) Le réformisme et la classe ouvrière.

L'emprise du principal courant réformiste, du courant stalinien, sur la classe ouvrière, demeure forte. C'est une emprise complexe, puisqu'elle est tout à la fois

- une emprise sur la classe ouvrière, mais à travers celle-ci, une emprise sur toute la société
- une emprise politique et organisationnelle sur la classe, en tant que courant réformiste, développant une certaine stratégie, (démocratie avancée)
- une emprise internationale, en tant que force politique internationale, s'appuyant sur l'URSS. Cette emprise est politique, idéologique et organisationnelle. Elle s'appuie sur un héritage historique, un lourd passé de modelage de la classe ouvrière.

Cette domination du stalinisme est en crise maintenant depuis de nombreuses années. La crise du stalinisme est internationale : les difficultés de la « déstalinisation », les difficultés économiques de l'URSS, le débat sino-soviétique, l'éclatement du « camp socialiste » et du mouvement stalinien international, l'occupation de la Tchécoslovaquie, autant d'éléments qui ont entraîné un véritable effondrement du système de référence stalinien, qui a durement frappé le PCF.

Mais la crise du PCF est aussi « nationale ».

Sa stratégie est dans l'impasse (démocratie avancée, union des couches anti-monopolistes). La restriction des marges de manœuvres du capitalisme français réduit l'efficacité de la tactique classique revendicative « pression-négociations » (ceci ne signifie absolument pas que la bourgeoisie « ne peut plus rien lâcher » au niveau des revendications économiques. Mais que ce qu'elle lâche s'intègre dans sa programmation et que ses concessions ne remettent pas en cause la restructuration capitaliste de la société). Les perspectives électorales paraissent peu réalistes, d'une part, du fait de la présence de l'Etat fort, d'autre part, du fait des difficultés des alliés électoraux du PCF. L'écart s'accroît entre une tactique de luttes revendicatives inefficaces et un débouché électoral incertain.

La stratégie du PCF est ainsi moins crédible, dans tous ses

aspects. Parallèlement, l'emprise organisationnelle stalinienne sur la classe ouvrière s'effrite : les cellules du PC sont de moins en moins actives, elles sont de moins nombreuses sur les entreprises, le réseau des organisations de masse est de moins en moins dense, etc... Le véritable pilier de la domination organisationnelle sur la classe ouvrière est de plus en plus la CGT. Cet ensemble de facteurs fait que les organisations staliniennes ont de plus en plus de difficultés à organiser des mobilisations de masse, y compris sur leurs propres thèmes de lutte.

La première conséquence de cette impasse du PC est le dégagement d'un champ d'agitation et d'activité politique, précisément au moment où la situation exige des réponses sur un tel terrain : lutte effective contre la répression, lutte anti-impérialiste résolue, dénonciation idéologique et politique de la bourgeoisie, agitation sur les conditions générales de vie des travailleurs, réponses en termes de perspectives politiques, sinon en termes de programme et de stratégie. Sur de tels thèmes, non seulement le PCF ne détient plus le monopole mais les organisations révolutionnaires qui, depuis Mai, se sont développées, ont crû, sont capables de développer une action politique de masse.

Cette impasse du PC a aussi ses répercussions dans l'entreprise, combinées à l'impact des difficultés actuelles du capitalisme français et aux conséquences de la crise de Mai. En effet, la combativité du prolétariat demeure élevée. Malgré l'échec de juin 68, malgré les échecs partiels dans telle ou telle entreprise, dans telle ou telle branche, de nouvelles couches de la classe ouvrière partent en lutte. Cette combativité ne caractérise pas seulement tel ou tel moment de la conjoncture : elle caractérise en fait l'ensemble de la période ouverte par Mai.

La spécificité de cette combativité est livrée par le déroulement même de la crise de Mai.

Il n'y a pas eu, en 1968, de surgissement de l'autonomie politique du prolétariat : des CA, dans certains cas, sans doute, des comités de grèves, mais pas d'organes de pouvoir prolétariens (tels les soviets, les comités d'usine, ...). La classe ouvrière, dans sa masse, est demeurée organisationnellement dominée par le réformisme (principalement le réformisme stalinien).

Mais, par contre, une large fraction de la classe ouvrière a jugé à l'œuvre la bureaucratie syndicale (principalement la bureaucratie syndicale stalinienne) et a rompu avec la tactique réformiste de la lutte revendicative, c'est-à-dire avec les implications du réformisme. De ce point de vue, un des moments tournants de Mai a été le rejet des accords de Grenelle par l'Assemblée des travailleurs de Renault-Billancourt. (Nous parlons d'un rejet de la tactique réformiste et non de la stratégie réformiste.)

Par ailleurs, en Mai, pour de très nombreux travailleurs, il ne s'agissait pas seulement, ni même principalement, de vivre mieux, mais bien de vivre différemment, non pas de monnayer un peu mieux l'exploitation ouvrière, mais bien de la remettre en cause, en unifiant la classe sur cette base de lutte. La tactique réformiste de la lutte revendicative s'est révélée incapable de traduire ces nouvelles exigences du prolétariat entraînant, sur ce point aussi, la rupture d'une fraction large de la classe, avec les implications du réformisme. Cette rupture décisive, est elle aussi, une caractéristique de l'ensemble de la période.

CETTE PERIODE APPARAÎT AINSI COMME UNE PERIODE DE COMBATIVITE OUVRIERE, UNE PERIODE DE NOUVELLES EXIGENCES OUVRIERES, UNE PERIODE DE RUPTURE AVEC LA TACTIQUE REFORMISTE DE LA LUTTE REVENDICATIVE.